

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2018

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

# Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure - COEFFICIENT : 7 + 2

**L'usage de la calculatrice est strictement interdit.**

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/15 à 12/15.
- Économie approfondie, pages numérotées de 13/15 à 15/15.

## Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

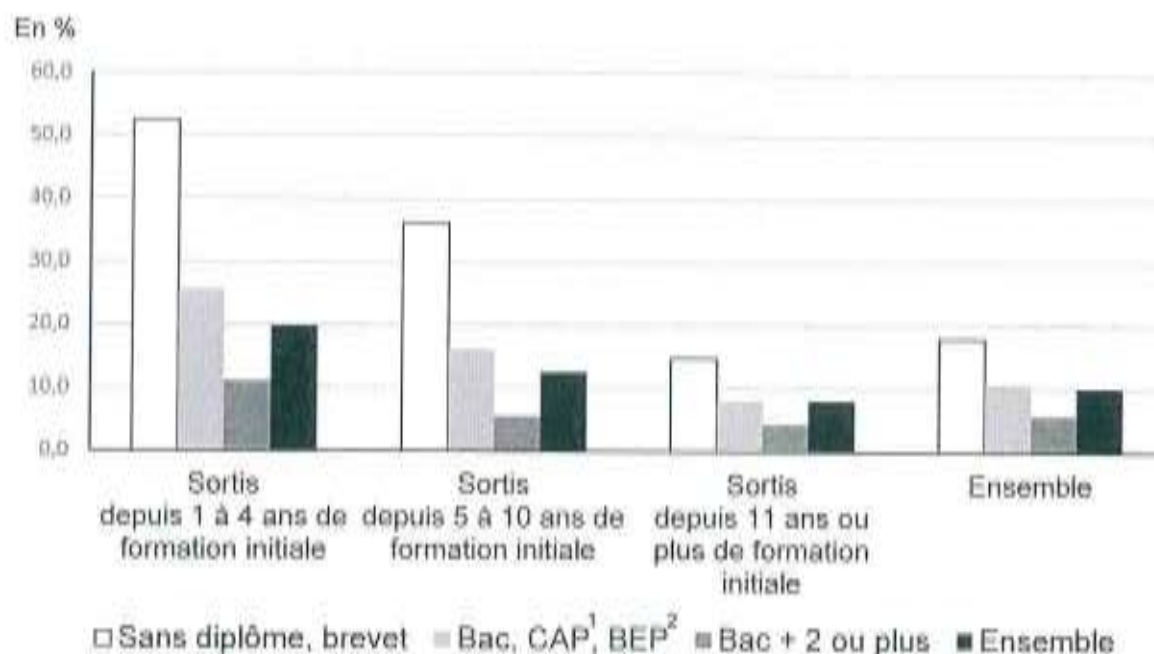
### SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

#### Comment expliquer la diversité des politiques de l'emploi ?

##### DOCUMENT 1

Taux de chômage (en %) en 2016, selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

1 CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle

2 BEP : Brevet d'Études Professionnelles

Source : INSEE, 2017.

## DOCUMENT 2

Indicateur de protection de l'emploi \* et taux de chômage en % en 2013  
dans différents pays de l'OCDE

	Indicateur de protection de l'emploi* contre les licenciements individuels et collectifs	Taux de chômage (en %)	Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans (en %)
Belgique	2,99	8,4	23,7
Canada	1,51	7,1	13,7
Danemark	2,32	7,0	13,0
France	2,82	9,9	24,1
Allemagne	2,84	5,2	7,8
Grèce	2,41	27,5	58,3
Italie	2,89	12,1	40,0
Mexique	2,62	4,9	9,5
Pays-Bas	2,94	7,2	13,2
Pologne	2,39	10,3	27,3
Portugal	2,69	18,2	38,1
Espagne	2,36	26,1	55,5
Royaume-Uni	1,59	7,5	20,6
États-Unis	1,17	7,4	15,5

Source : OCDE, 2017.

\* Il s'agit d'un indicateur créé par l'OCDE portant sur la réglementation des licenciements des salariés en emploi à durée indéterminée. Sa valeur est comprise entre 0 et 6 : plus l'indice est élevé, plus la protection de l'emploi est dite forte.

## DOCUMENT 3

Bénéficiaires des principaux dispositifs  
de la politique de l'emploi en 2015 en France (en milliers)

	Nombre de bénéficiaires
<b>Emploi aidé<sup>1</sup></b>	<b>1477</b>
- Contrat aidé	480
<i>dont : Contrat d'accompagnement dans l'emploi</i>	202
<i>Contrat initiative-emploi</i>	35
<i>Emploi d'avenir</i>	116
<i>Insertion par l'activité économique</i>	126
- Contrat en alternance	569
- Autre emploi aidé	428
<i>dont : Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise</i>	201
<i>Embauches de jeunes en contrat à durée indéterminée</i>	136
<b>Formation des personnes en recherche d'emploi</b>	<b>250</b>
<b>Retraits d'activité<sup>2</sup></b>	<b>231</b>
<b>Total</b>	<b>1958</b>

Champ : France métropolitaine.

Source : INSEE, 2016.

- 1 Les emplois aidés sont des emplois financés en partie par les pouvoirs publics et destinés aux personnes connaissant des difficultés d'insertion professionnelle particulières : les jeunes, les chômeurs de longue durée, etc.
- 2 Dispositifs publics finançant la dispense de recherche d'emplois.



## DOCUMENT 4

Initié par la loi de finances rectificative pour 2012, le crédit d'impôt<sup>1</sup> pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est entré en vigueur le 1er janvier 2013. Ce crédit d'impôt porte sur la masse salariale des salariés ayant une rémunération inférieure à 2,5 fois le SMIC<sup>2</sup>. [...]

Depuis 2015, le CICE a été complété par des exonérations de cotisations sociales mises en œuvre dans le cadre du Pacte de Responsabilité et de Solidarité. Le premier volet du Pacte consiste en une exonération totale des cotisations URSSAF<sup>3</sup> (hors assurance chômage) pour les rémunérations au niveau du SMIC et une baisse des cotisations famille de 1,8 point pour les salaires inférieurs à 1,6 fois le SMIC. Le deuxième volet du Pacte, effectif depuis le 1er avril 2016, a permis d'étendre la réduction de cotisations famille aux salaires compris entre 1,6 et 3,5 fois le SMIC.

En 2016, un dispositif de prime à l'embauche ciblé sur les salariés peu qualifiés a également été instauré dans les entreprises de moins de 250 salariés. La prime d'un montant de 500 euros par trimestre est versée sur toute la durée du contrat, pour une durée de deux ans maximum. Sont éligibles à ce dispositif « embauche PME » les embauches faites entre le 18 janvier 2016 et le 31 décembre 2017 en CDI ou CDD de plus de 6 mois dont la rémunération n'excède pas 1,3 fois le SMIC.

Source : [www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr)

- 1 Crédit d'impôt : avantage fiscal sous forme d'une réduction d'impôt pouvant donner lieu à un remboursement.
- 2 SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance (niveau légal du salaire minimum).
- 3 URSSAF : organisation qui collecte les cotisations sociales patronales et salariales pour la Sécurité sociale.

## Épreuve composée

*Cette épreuve comprend trois parties :*

*1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.*

*2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.*

*3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :*

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

### **Première partie : Mobilisation des connaissances**

1. Montrez à partir de deux exemples la diversité des conflits sociaux. (3 points)
2. Quel est l'effet de la segmentation du marché du travail sur son fonctionnement ? (3 points)

## Épreuve composée

### Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous caractériserez la diversité des taux de syndicalisation des salariés.

#### Taux de syndicalisation selon les caractéristiques des salariés et le secteur (en %)

	Fonction publique	Secteur marchand et associatif	Ensemble
<b>Sexe</b>			
Hommes	23,5	9,8	12,2
Femmes	17,5	7,4	10,3
<b>Age</b>			
Moins de 30 ans	6,7	3,0	3,6
De 30 à 39 ans	18,9	6,4	9,0
De 40 à 49 ans	21,9	11,3	14,0
De 50 à 59 ans	24,6	13,6	16,6
60 ans et plus	19,2	7,4	10,4
<b>Type de contrat</b>			
CDI ou titulaires	22,7	9,9	12,8
Contrat à durée limitée	4,7	2,1	2,9
Intérim		1,2	1,2
Aidé	5,3	1,7	2,3
<b>Temps de travail</b>			
Plein temps	21,6	9,3	12,0
Temps partiel	12,9	6,7	8,2
<b>Ensemble</b>	<b>19,8</b>	<b>8,7</b>	<b>11,2</b>

Champ : France entière.

Source : Dares-DGAFP-Drees-Insee, enquête Conditions de travail 2013.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire  
(10 points)

*Cette partie comporte trois documents.*

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les États membres de l'Union européenne ont approfondi l'intégration de leurs économies.

DOCUMENT 1

Exportations des pays membres de l'Union européenne (UE)

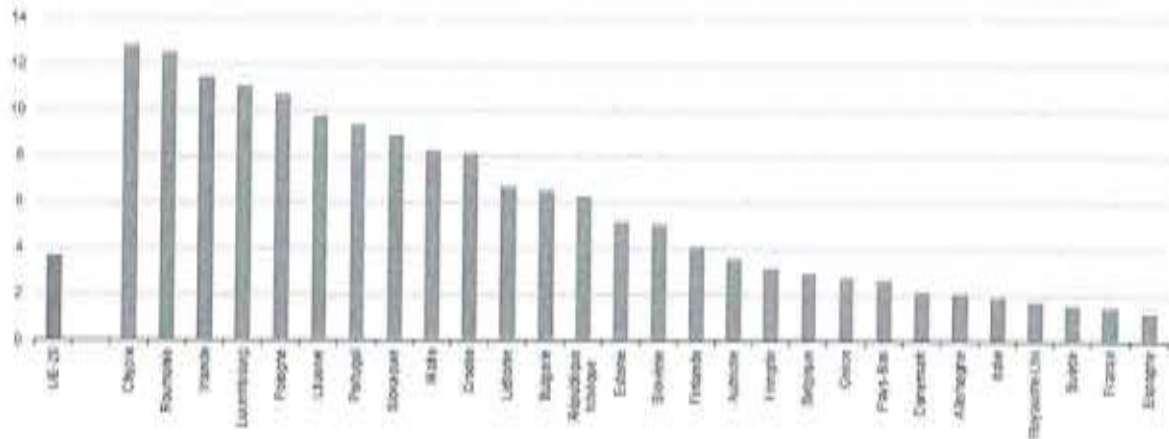
	Part des exportations extra-UE dans les exportations totales (en %, en 2015)	Part des exportations intra-UE dans les exportations totales (en %, en 2015)	Croissance annuelle moyenne des exportations intra-UE entre 2003 et 2015 (en %)
Slovaquie	15	85	12
Luxembourg	16	84	6
République tchèque	17	83	13
Hongrie	19	81	9
Pologne	21	79	13
Pays-Bas	24	76	8
Slovénie	24	76	9
Estonie	25	75	12
Roumanie	26	74	12
Portugal	27	73	8
Belgique	28	72	6
Autriche	30	70	6
Lettonie	31	69	17
Croatie	34	66	7
Espagne	35	65	8
Bulgarie	36	64	11
Danemark	39	61	6
Lituanie	39	61	12
Finlande	41	59	1
Suède	41	59	3
France	41	59	4
Allemagne	42	58	7
Italie	45	55	6
Grèce	46	54	9
Irlande	47	53	4
Chypre	48	52	14
Malte	55	45	2
Royaume-Uni	58	44	6

Source : d'après Eurostat, 2017.



## DOCUMENT 2

Part de la population née dans le pays qui vit dans un autre État membre de l'Union européenne (UE) (en %, en 2011).



Source : Eurostat, 2015.

## DOCUMENT 3

Le traité de Rome (1957) distingue bien deux projets d'unification : l'abolition des barrières douanières et l'établissement d'un tarif commun d'une part, et d'autre part l'objectif beaucoup plus ambitieux de réaliser à l'échelle européenne les « quatre libertés » de circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. Alors que l'union douanière qui fait de la CEE\* une zone de libre-échange est une réalité dès 1970, il faut attendre le milieu des années 1980 pour qu'émerge une véritable stratégie de constitution du marché intérieur. [...] Par l'Acte unique européen [...], la construction européenne passe donc d'une logique de marché commun à une logique de marché unique, mais aussi d'une logique d'intégration négative (suppression des droits de douane) à une logique d'intégration positive (instauration des quatre libertés) en devenant, au moins sur le plan juridique, un « espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée ». [...] Le marché des biens est fortement intégré [et] le marché du capital est à l'évidence le plus abouti des marchés européens. La libéralisation complète des mouvements de capitaux, la suppression du contrôle des changes et le lancement de la monnaie unique sur les marchés financiers (1999) ont encore accéléré la fluidité du capital à l'échelle européenne.

[Mais] les politiques, notamment fiscales, sont restées gouvernées par la règle de l'unanimité. La concurrence fiscale qui en a résulté impose une contrainte puissante aux modèles sociaux nationaux. [...] D'autant que la construction européenne, qui a connu pas moins de sept élargissements en soixante ans, rassemble désormais des pays très hétérogènes dans leur niveau de développement.

Source : « Une brève histoire de l'intégration économique européenne »,  
Eloi LAURENT in *L'économie européenne 2017*, OFCE, 2017.

\* CEE : communauté économique européenne.

<b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b> <b>Sciences sociales et politiques</b>
---

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A soit le sujet B.**

### **SUJET A**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Montrez que les institutions de l'Union européenne mettent en œuvre une gouvernance multi-niveaux.**

#### **DOCUMENT 1**

Créé en 1994, après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, le Comité des régions est un organe consultatif de représentation des collectivités régionales et locales dans l'Union. Il est le porte-parole des intérêts de ces entités territoriales auprès de la Commission et du Conseil, auxquels il adresse des avis. Ses membres peuvent occuper, par exemple, la fonction de responsable d'une autorité régionale, de maire ou encore de représentant (élu ou non) d'une région ou d'une ville d'un des 28 États membres. [...]

Sa mission est d'impliquer les autorités régionales et locales dans le processus décisionnel européen et de favoriser ainsi une meilleure participation des citoyens. [...]

Dans un certain nombre de matières, le Conseil ou la Commission doivent obligatoirement solliciter l'avis du Comité des régions avant de trancher :

- éducation, formation professionnelle et jeunesse ;
- culture ;
- santé publique ;
- réseaux transeuropéens de transports, télécommunications et énergie ;
- cohésion économique et sociale.

Source : [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu)

## DOCUMENT 2

### Principaux projets d'infrastructures de transport situés en France financés en partie par l'Europe (2015)

Nom du projet	Type de dépense	Contribution de l'Union européenne, en millions d'euros	Taux de cofinancement en %
Canal Seine-Escaut 2020	Études et travaux	979	40,0
Section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin-Tunnel de base du Mont-Cenis	Études et travaux	813	40,0
Ligne à Grande Vitesse Bordeaux-Dax	Études	52	50,0
Ligne ferroviaire Montpellier-Perpignan	Études	12	50,0
Déploiement du système de signalisation ferroviaire sur la partie française de la ligne Anvers-Bâle	Travaux	55	50,0

Source : [www.senat.fr](http://www.senat.fr)



**SUJET B**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Montrez que les attitudes politiques dépendent d'une socialisation qui s'effectue tout au long de la vie.**

**DOCUMENT 1**

Si la socialisation familiale joue un rôle essentiel, la socialisation n'est pas reproduction à l'identique. L'individu est [...] défini par la pluralité de ses identités sociales, de ses rôles et des univers de socialisation multiples qu'il traverse. L'individu est porteur d'une pluralité de dispositions et d'une série d'expériences qui l'amènent à procéder de manière interactive avec les agents porteurs de socialisation. La socialisation est un processus de transaction entre « l'individu » et la « société ». La filiation ne présente pas un rôle exclusif dans la construction de l'identité politique. [...] L'école, l'appartenance à une génération, les médias, l'univers professionnel sont aussi des agents et vecteurs de socialisation. Le contexte politique et les événements politiques peuvent jouer aussi un rôle important. [...] Les travaux récents sur la socialisation politique [...] ont redéfini le rôle de l'individu dans les processus de socialisation. La conception mécanique d'un individu passif a été battue en brèche. [...] Les individus doivent « gérer » une pluralité d'influences socialisatrices. Ils peuvent être confrontés à des situations de redéfinition identitaire liées à des changements familiaux et sociaux. La socialisation s'opère au final à travers plusieurs temporalités renvoyant à l'histoire collective, familiale et aux événements spécifiques de la trajectoire des individus.

Source : *Leçons d'introduction à la science politique*, Rémi LEFEBVRE, 2013.

**DOCUMENT 2**

**La politique dans le couple**

*À propos de la politique, dans votre couple, est-ce qu'il y a ... ? (en %)*

	Très souvent	Souvent	Rarement	Jamais	Total
... un intérêt partagé	19	56	16	9	100
... du plaisir à discuter	19	48	24	9	100
... des sujets tabous	1	5	37	57	100
... des conflits importants	1	4	35	60	100

Source : « Famille, amour, amis et politique », CEVIPOF, 2011.



## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

### SUJET A

*Ce sujet comporte un document.*

**Quels sont les choix possibles pour financer les régimes de retraite par répartition ?**

#### DOCUMENT 1

[...] Depuis 1993, la France a connu quatre réformes des retraites qui pour l'essentiel ont modifié les règles d'acquisition des droits à la retraite [...]

1. *La réforme de 1993* [...] La durée d'assurance requise pour percevoir une retraite à taux plein est portée progressivement de 150 trimestres (37,5 ans) à 160 (40 ans). Le nombre d'années retenues pour le calcul [...] de la pension est progressivement porté de 10 à 25 ans [...]

2. *La réforme de 2003* : [...] La loi du 21 août 2003 a réformé l'ensemble des régimes de retraite à l'exception des régimes spéciaux. Ses dispositions prolongent [...] la loi de 1993 : l'incitation à la prolongation de l'activité après 60 ans par la création d'une surcote [...] par trimestre cotisé supplémentaire au-delà de la durée requise pour obtenir une retraite à taux plein. [...] Par ailleurs, quelques dispositifs sont créés pour instiller une dose de capitalisation [...].

3. *La réforme de 2010* : [...] À la différence des réformes adoptées en 1993 et 2008, la loi du 9 novembre 2010 fait de l'âge du départ en retraite et non de la durée de cotisation, le principal paramètre d'équilibrage des régimes par répartition [...]. L'objectif [...] est de réduire les besoins de financement des caisses de retraite en augmentant la collecte des cotisations induite par le maintien en emploi des seniors et en réduisant les prestations versées induites par la réduction du temps passé en retraite.

4. *La réforme de 2014* : [...] La loi du 20 janvier 2014 [...] réaffirme que le système de retraite par répartition est au cœur du pacte républicain [...], en opérant un ajustement des durées de cotisation pour préserver l'équilibre des régimes financiers à long terme.

Source : « Le système de retraites en France : enjeux et réformes possibles », Anne LAVIGNE, *revue IDEES*, 2014.

**ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ**  
**Économie approfondie**

**SUJET B**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Quel est le rôle de la politique de la concurrence à l'égard des cartels de producteurs ?**

**DOCUMENT 1**

L'Autorité de la concurrence sanctionne à hauteur de 192,7 millions d'euros une entente sur les produits laitiers vendus sous marques de distributeurs. Elle condamne pour entente dix producteurs. Les pratiques sanctionnées se sont échelonnées entre 2006 à 2012 avec une durée variable selon les entreprises.

L'entreprise [Y] a été totalement exonérée de sanction en tant que premier demandeur de clémence\* et échappe ainsi à une amende d'un montant de 44,7 millions d'euros. [...]

Les concurrents s'informaient des hausses de prix passées et se mettaient d'accord sur les hausses qu'ils voulaient annoncer aux distributeurs ainsi que sur les arguments pour les justifier. [...]

Ce cartel [...] concernait l'ensemble du territoire national et les fabricants [...] impliqués représentent plus de 90 % du marché concerné. Son caractère secret et sa mise en œuvre sophistiquée (changement régulier de lieu de rencontre, téléphones portables dédiés, rencontres au domicile privé de l'un des participants, etc.) aggravent les pratiques commises.

Source : [www.autoritedelaconcurrence.fr](http://www.autoritedelaconcurrence.fr)

- \* La clémence est un outil qui permet aux autorités de la concurrence de détecter plus facilement des ententes, en particulier les cartels, en contrepartie d'un traitement favorable accordé aux entreprises qui en dénoncent l'existence.

## DOCUMENT 2

### Effet sur les prix de la présence d'un cartel

Date de l'étude	Caractéristiques des cartels analysés dans l'étude	Période d'activité ou de détection du cartel	Hausse de prix moyenne constatée
2003	13 cartels condamnés sur le territoire américain	1996-1997	21 %
2012	12 cartels condamnés par la Commission européenne	1959-2009	34 %
2006	22 cartels internationaux condamnés aux États-Unis ou en Europe	Années 1990	43 %
2003	12 cartels nationaux	1996-2000	De 15 à 20 %
2006	248 cartels condamnés à travers le monde	1990-2005	43 %

Source : d'après « Les cartels en Europe, une analyse empirique », Emmanuel COMBE, Constance MONNIER, *Revue française d'économie*, 2012.

Lecture : Une étude en 2003, en analysant le fonctionnement de 13 cartels actifs entre 1996 et 1997 et condamnés sur le territoire américain, a constaté une hausse de prix moyenne des produits de 21 %.